

e) l'examen des propositions des commissions prévues à l'article 3 du présent arrêté et la formulation, à l'intention du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, qui les transmettra s'il y échet aux autorités intéressées, des propositions en matière de prévention de la criminalité;

f) l'examen et, en cas de besoin, la stimulation et la coordination de projets de prévention locaux et provinciaux.

Art. 3. Il est institué dans chaque province une commission provinciale de prévention de la criminalité ci-après dénommée la « commission ».

Cette commission est présidée par le gouverneur ou par un fonctionnaire délégué par celui-ci.

La commission est composée par le gouverneur de représentants de la gendarmerie, de la police communale et des milieux intéressés.

Le gouverneur peut inviter des experts à prendre part aux réunions de la commission.

La commission se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation du président.

Le gouverneur met le personnel administratif nécessaire à la disposition de la commission.

Art. 4. Les commissions provinciales ont pour mission :

a) d'étudier et d'évaluer la criminalité dans la province et d'analyser les besoins en matière de prévention;

b) de préparer et d'encourager les programmes provinciaux de prévention, dans le cadre de la politique nationale;

c) d'établir et d'entretenir les contacts avec les parties intéressées par la prévention;

d) d'assister les services de police dans leurs projets de prévention, de les examiner et, en cas de besoin, de les coordonner;

e) d'évaluer les projets et de les communiquer au conseil.

Art. 5. Les commissaires d'arrondissement et les bourgmestres organisent, selon les besoins, des réunions avec les autorités de police et avec toute personne dont la collaboration s'avérerait utile, en vue de l'élaboration, de l'encouragement ou de la coordination de mesures et actions préventives, visant en particulier les situations et besoins locaux. Ils transmettent en outre aux commissions toutes propositions et recommandations utiles.

Art. 6. Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique peut organiser des cours de prévention de la criminalité et stimuler la participation de fonctionnaires et de membres de la police à des stages et cours à l'étranger.

Art. 7. Les frais de fonctionnement du conseil et des commissions sont à charge du budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Art. 8. Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 6 août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
Ch.-F. NOTHOMB

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »

F. 85 — 1733

30 AOUT 1985. — Arrêté royal
portant exécution des articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985
concernant l'enseignement

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 25 juillet 1985;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 27 août 1985;

e) het onderzoek van de voorstellen van de in artikel 3 van dit besluit bedoelde commissies en het formuleren van voorstellen inzake voorkoming van misdadigheid, ten behoeve van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt die ze in voorkomend geval aan de betrokken instellingen zal verzenden;

f) het onderzoek, en indien nodig, het stimuleren en het coördineren van lokale en provinciale preventieprojecten.

Art. 3. Er wordt in elke provincie een provinciale commissie voor het voorkomen van misdadigheid ingesteld, hierna de « commissie » genoemd.

Deze commissie wordt voorgezeten door de Gouverneur of door een door deze gemachtigde ambtenaar.

De commissie is samengesteld door de Gouverneur uit vertegenwoordigers van de rijkswacht, van de gemeentepolitie en van de betrokken kringen.

De Gouverneur kan deskundigen verzoeken aan de vergaderingen van de commissie deel te nemen.

De commissie vergadert tenminste eenmaal per kwartaal en wordt daartoe door de voorzitter bijeengeroepen.

De Gouverneur stelt het nodige administratief personeel ter beschikking van de commissie.

Art. 4. De provinciale commissies hebben tot taak :

a) de misdadigheid in de provincie te bestuderen en te evalueren en de behoeften inzake voorkoming te ontleden;

b) de provinciale programma's inzake voorkoming voor te bereiden en aan te moedigen in het kader van het nationaal beleid;

c) de contacten tot stand te brengen en te onderhouden met de in de voorkoming geïnteresseerde partijen;

d) de politiediensten in hun preventieprojecten bij te staan, ze te onderzoeken en ze zo nodig te coördineren;

e) de projecten te evalueren en ze aan de raad mede te delen.

Art. 5. De arrondissementscommissarissen en de burgemeesters beleggen, volgens de behoeften, vergaderingen met de politieoverheden en met ieder andere persoon wiens medewerking nuttig mocht blijken, met het oog op het uitwerken, het aanmoedigen of het coördineren van preventieve maatregelen en acties welke voornamelijk zijn afgestemd op de lokale toestanden en behoeften. Zij zenden daarenboven alle nuttige voorstellen en aanbevelingen over aan de commissies.

Art. 6. De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt kan cursussen inzake voorkoming van misdadigheid organiseren en de deelneming van ambtenaren en van leden van de politie aan stages en cursussen in het buitenland stimuleren.

Art. 7. De werkingskosten van de raad en van de commissies zijn ten laste van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

Art. 8. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 6 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,
Ch.-F. NOTHOMB

MINISTERIE VAN ONDERWIJS
EN « MINISTERIE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

N. 85 — 1733

30 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot uitvoering
van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985
betreffende het onderwijs

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën
gegeven op 25 juli 1985;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting gegeven op
27 augustus 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les nouvelles dispositions concernant le droit d'inscription spécifique doivent être prises pour le début de l'année scolaire 1985-1986;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1er. Sont exemptés du paiement du droit d'inscription spécifique imposé par l'article 59 de la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement, les élèves et étudiants de nationalité étrangère qui appartiennent à l'une des catégories suivantes :

1^o les élèves et étudiants de nationalité luxembourgeoise;
2^o les élèves et étudiants mariés dont le conjoint résidant en Belgique, y exerce ses activités professionnelles ou y bénéficie de revenus de remplacement;

3^o les élèves et étudiants qui résident en Belgique et y ont obtenu les avantages liés au statut de réfugié ou de candidat-réfugié, accordé par la Délégation en Belgique du Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés ainsi que ceux, dont le père ou la mère ou le tuteur légal se trouve dans la même situation et ce en application de la convention internationale relative au statut des Réfugiés et les Annexes, signées à Genève le 21 juillet 1951 et approuvées par la loi du 26 juin 1953;

4^o les élèves et étudiants pris en charge et entretenus par les Centres publics d'aide sociale;

5^o les élèves et étudiants non visés aux 9^o et 10^o ci-dessous qui résident en Belgique, y exercent une activité professionnelle réelle et effective ou bénéficient de revenus de remplacement;

6^o les étudiants de l'enseignement supérieur non universitaire, ressortissant d'un pays avec lequel les Ministres de l'Education nationale ont conclu ensemble, après approbation du Conseil des Ministres, un accord spécifique et ce dans le cadre et dans les limites de cet accord;

7^o les étudiants de l'enseignement supérieur non universitaire qui ont obtenu une bourse d'études du Ministre qui a l'Administration générale de la coopération au développement dans ses attributions;

8^o les étudiants de l'enseignement supérieur non universitaire qui ont obtenu une bourse d'études dans le cadre et dans les limites d'un accord culturel conclu par l'autorité compétente de la Communauté flamande, de la Communauté française ou de la Communauté germanophone de Belgique;

9^o a. les élèves, ressortissants des pays qui ont ratifié la convention européenne d'établissement et le Protocole le 13 décembre 1955, à condition qu'ils résident régulièrement en Belgique à un autre titre que celui d'élève et qu'ils soient soumis à la scolarité obligatoire en application de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;

b. les élèves, ressortissants des pays de la CEE, qui n'ont pas signé ou ratifié ladite convention, dans les conditions précisées au a ci-dessus;

10^o les élèves et étudiants, ressortissants d'un Etat membre de la CEE pour autant que leur inscription donne accès à la formation professionnelle dispensée dans les établissements d'enseignement. Ne sont pas visés :

a. les enseignements maternel et primaire;
b. l'enseignement secondaire général de type II;
c. les deuxième et troisième degrés de l'enseignement secondaire général de type I;

11^o les élèves et étudiants qui sont placés par le juge de la jeunesse dans un établissement de l'Etat ou privé, ou dans une famille d'accueil;

12^o les élèves de nationalité française inscrits dans un établissement d'enseignement spécial et dont les parents sont établis en France et résident dans une commune dont tout ou partie du territoire est situé à l'intérieur d'une bande frontalière de 15 km le long de la frontière belge;

13^o les élèves de nationalité allemande inscrits dans un établissement primaire, secondaire et spécial dont les parents sont établis en Allemagne et résident dans une commune dont tout ou partie du territoire est situé à l'intérieur d'une bande frontalière de 15 km le long de la frontière belge;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nieuwe beschikkingen met betrekking tot het specifiek inschrijvingsgeld van kracht moeten zijn vóór de aanvang van het schooljaar 1985-1986;

Op de voordracht van Onze Ministers van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Worden vrijgesteld van het betalen van het specifiek inschrijvingsgeld, opgelegd door artikel 59 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, de leerlingen en studenten van vreemde nationaliteit die behoren tot één van de volgende categorieën :

1^o de leerlingen en studenten van Luxemburgse nationaliteit;
2^o de gehuwde leerlingen en studenten, wiens echtgenoot(ote) in België woont, en er zijn/haar beroepsactiviteit uitoefent of geniet van een vervangingsinkomen;

3^o de leerlingen en studenten die in België verblijven en het statuut van vluchteling of kandidaat-vluchteling genieten dat toegekend wordt door de Delegatie in België van het Hoog Commissariaat der Verenigde Naties voor de Vluchtelingen alsook zij, wier vader of moeder of de wettelijke voogd zich in dezelfde situatie bevinden en dit in toepassing van de internationale conventie betreffende het statuut van Vluchteling en de Bijlagen, getekend te Genève op 28 juli 1951 en bekrachtigd door de wet van 26 juni 1953;

4^o de leerlingen en studenten die ten laste zijn van en onderhouden worden door de Openbare Centra voor maatschappelijk welzijn;

5^o de leerlingen en studenten, niet vermeld hieronder in 9^o en 10^o, die in België verblijven en er een reële en effectieve beroepsactiviteit uitoefenen of genieten van een vervangingsinkomen;

6^o de studenten, ingeschreven in een inrichting voor hoger niet-universitair onderwijs, afkomstig uit een land, waarmee de Ministers van Onderwijs na goedkeuring door de Ministerraad, gezamenlijk een specifiek akkoord hebben afgesloten en dit in het kader en binnen de grenzen van dit akkoord;

7^o de studenten ingeschreven in een inrichting voor hoger niet-universitair onderwijs, die genieten van een studiebeurs van de Minister die het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking onder zijn bevoegdheid heeft;

8^o de studenten, ingeschreven in een inrichting voor hoger niet-universitair onderwijs, die genieten van een studiebeurs in het kader en binnen de grenzen van een cultureel akkoord, gesloten door de bevoegde overheid van de Vlaams-, Frans- of Duitstalige Gemeenschap in België;

9^o a. de leerlingen, onderhorigen van landen die het Europees Vestigingsverdrag en het Protocol van 13 december 1955 bekrachtigden, op voorwaarde dat ze in België verblijven ten andere titel dan deze van leerling en zo ze onderworpen zijn aan de leerplicht in toepassing van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht;

b. de leerlingen, onderhorigen van een lidstaat van de EEG, die dit verdrag niet ondertekenen of bekrachtigden, onder dezelfde voorwaarden zoals bepaald in a hierboven;

10^o de leerlingen en studenten, onderhorigen van een lidstaat van de EEG voor zover hun inschrijving de toegang beoogt tot de beroepsopleiding verstrekt in de onderwijsinrichtingen, zijnde het onderwijs met uitzondering van :

a. kleuter- en lager onderwijs;
b. het algemeen secundair onderwijs van het type II;
c. de tweede en derde graad van het algemeen secundair onderwijs van het type I;

11^o de leerlingen en studenten die door de jeugdrechter geplaatst zijn in een private of rijksinstelling of in een onthaalgezin;

12^o de leerlingen van Franse nationaliteit ingeschreven in een inrichting voor buitengewoon onderwijs en wier ouders, in Frankrijk gevestigd zijn en inwoners van een gemeente die geheel of gedeeltelijk gelegen is binnen een grensstrook van 15 km langs de Belgische grens;

13^o de leerlingen van Duitse nationaliteit ingeschreven in een inrichting voor gewoon en buitengewoon lager of secundair onderwijs en wier ouders in Duitsland gevestigd zijn en inwoners van een gemeente die geheel of gedeeltelijk gelegen is binnen een grensstrook van 15 km langs de Belgische grens;

14° les élèves de nationalité néerlandaise inscrits dans l'enseignement maternel, l'enseignement primaire, ou dans les quatre premières années de l'enseignement secondaire visés à l'article 1er, § 1, 10°, a, b et c, ou dans l'enseignement spécial, dont les parents sont établis aux Pays-Bas et résident dans une commune dont tout ou partie du territoire est situé à l'intérieur d'une bande frontalière de 15 km le long de la frontière belge.

§ 2. Pour les étudiants visés au § 1er, 7° le droit d'inscription spécifique est payé par l'Administration générale de la coopération au développement.

§ 3. En outre Nos Ministres de l'Education nationale sont autorisés, chacun en ce qui le concerne, à accorder des exemptions individuelles, non prévues au § 1er, après avis favorable de Nos Ministres réunis en Conseil.

Art. 2. Le montant du droit d'inscription spécifique est fixé comme suit :

§ 1er. Dans l'enseignement ordinaire de plein exercice :

- enseignement maternel : 10 000 FB
- enseignement primaire : 14 000 FB
- enseignement secondaire : 35 000 FB

§ 2. Dans l'enseignement spécial de plein exercice :

- enseignement maternel : 15 000 FB
- enseignement primaire : 20 000 FB
- enseignement secondaire : 40 000 FB

§ 3. Dans l'enseignement supérieur non universitaire de plein exercice :

- enseignement supérieur de type court : 40 000 FB
- enseignement supérieur de type long :
premier cycle : 60 000 FB
deuxième cycle : 80 000 FB

§ 4. Dans l'enseignement de promotion sociale :

a) 1 200 FB par période hebdomadaire prévue dans l'horaire du programme avec un maximum de 9 600 FB;

b) pour toute formation courte, suivie de manière accélérée ou condensée :

4 800 FB lorsqu'elle comporte moins de ou 240 heures;
9 600 FB lorsqu'elle comporte plus de 240 heures;

c) toutefois, aucun droit d'inscription spécifique n'est réclamé aux élèves et étudiants pour la fréquentation d'un cours de français dans la région de langue française, de néerlandais dans la région de langue néerlandaise, de français ou de néerlandais dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale et d'allemand dans la région de langue allemande, qui sont déjà inscrits dans l'enseignement de plein exercice;

§ 5. Dans l'enseignement à horaire réduit, tel que prévu par l'article 1er, § 1 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire : 15 000 FB.

Art. 3. Par dérogation à l'article 2 du présent arrêté, le montant du droit d'inscription spécifique est fixé comme suit :

§ 1er. Pour les élèves de nationalité française fréquentant un établissement d'enseignement ordinaire de plein exercice et dont les parents sont établis en France et résident dans une commune dont tout ou partie du territoire est situé à l'intérieur d'une bande frontalière de 15 km le long de la frontière belge :

- enseignement maternel : 2 500 FB
- enseignement primaire : 3 500 FB
- enseignement secondaire : 9 000 FB

(visé à l'article 1er, § 1er, 10°, b et c);

§ 2. Pour les élèves et étudiants de nationalité néerlandaise fréquentant les deux dernières années de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice visé à l'article 1er, § 1er, 10°, b et c et dont les parents sont établis aux Pays-Bas et résident dans une commune dont tout ou partie du territoire est situé à l'intérieur d'une bande frontalière de 15 km le long de la frontière belge : 14 000 FB (avec réduction de 25 % pour le deuxième enfant, de 30 % pour le troisième enfant et de 50 % maximum pour le quatrième enfant, à l'intérieur d'un même niveau d'enseignement).

Art. 4. Le droit d'inscription spécifique payé n'est pas remboursé en cas d'abandon des études ou de départ de l'élève ou de l'étudiant au cours de l'année scolaire ou académique.

Art. 5. Les étudiants qui ont entamé leurs études supérieures avant le 1er septembre 1985 peuvent les poursuivre sous le régime qui leur était d'application avant l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er août 1985.

14° de leerlingen van Nederlandse nationaliteit ingeschreven in een inrichting voor gewoon kleuter- of lager onderwijs of ingeschreven in de eerste vier jaren van het gewoon secundair onderwijs zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 10°, a, b en c, of ingeschreven in het buitengewoon onderwijs en wier ouders in Nederland gevestigd zijn en inwoners van een gemeente die geheel of gedeeltelijk gelogen is binnen een grensstrook van 15 km langs de Belgische grens.

§ 2. Voor de studenten vermeld in § 1, 7° wordt het specifiek inschrijvingsgeld betaald door het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking.

§ 3. Daarenboven kunnen Onze Ministers van Onderwijs, ieder wat hem betreft, individuele vrijstellingen verlenen andere dan deze voorzien in § 1, na gunstig advies van Onze in Raad vergaderde Ministers.

Art. 2. Het bedrag van het specifiek inschrijvingsgeld is vastgesteld als volgt :

§ 1. In het onderwijs met volledig leerplan :

- kleuteronderwijs : 10 000 BF
- lager onderwijs : 14 000 BF
- secundair onderwijs : 35 000 BF

§ 2. In het buitengewoon onderwijs met volledig leerplan :

- kleuteronderwijs : 15 000 BF
- lager onderwijs : 20 000 BF
- secundair onderwijs : 40 000 BF

§ 3. In het hoger niet-universitair onderwijs met volledig leerplan :

- korte type : 40 000 BF
- lange type :
eerste cyclus : 60 000 BF
tweede cyclus : 80 000 BF

§ 4. In het onderwijs voor sociale promotie :

a) 1 200 BF per wekelijkse lestijd voorzien in het lessenrooster, met een maximum van 9 600 BF;

b) voor elke vorming van korte duur onder vorm van versnelde of intensieve cursus :

4 800 BF voor een opleiding tot en met 240 uren;
9 600 BF voor een opleiding van meer dan 240 uren;

c) er wordt evenwel geen specifiek inschrijvingsgeld opgelegd aan leerlingen en aan studenten voor het volgen van een taalcursus Frans in het Franse taalgebied, een taalcursus Nederlands in het Nederlandse taalgebied, een taalcursus Nederlands of Frans in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad en een taalcursus Duits in het Duitse taalgebied, die reeds ingeschreven zijn in het onderwijs met volledig leerplan;

§ 5. In het onderwijs met beperkt leerplan, zoals voorzien door het artikel 1, § 1 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht : 15 000 BF.

Art. 3. In afwijking op artikel 2 van dit besluit wordt het specifiek inschrijvingsgeld vastgesteld als volgt :

§ 1. Voor leerlingen van Franse nationaliteit die ingeschreven zijn in een inrichting van het gewoon onderwijs met volledig leerplan en van wie de ouders in Frankrijk gevestigd zijn en inwoners zijn van een gemeente die geheel of gedeeltelijk gelogen is binnen een grensstrook van 15 km langs de Belgische grens :

- kleuteronderwijs : 2 500 BF
- basisonderwijs : 3 500 BF
- secundair onderwijs : 9 000 BF

(zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 10°, b en c);

§ 2. Voor leerlingen en studenten van Nederlandse nationaliteit ingeschreven in een vijfde of hoger leerjaar van het secundair onderwijs zoals bedoeld in artikel 1, § 1, 10°, b en c en van wie de ouders in Nederland gevestigd zijn en inwoners zijn van een gemeente die geheel of gedeeltelijk gelogen is binnen een grensstrook van 15 km langs de Belgische grens : 14 000 BF (met reductie van 25 % voor het tweede kind, 30 % voor het derde kind en max. 50 % voor het vierde kind, binnen eenzelfde onderwijsniveau).

Art. 4. Het betaalde specifiek inschrijvingsgeld wordt niet terugbetaald bij het stopzetten van de studies of het vertrek van de leerling of de student tijdens het school- of academiëjaar.

Art. 5. De studenten die vóór 1 september 1985 hun hogere studien hebben aangevangen kunnen hun studies voltooien onder het regime dat op hen van toepassing was vóór het van kracht worden van deze beschikkingen.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 1985.

Art. 7. Nos Ministres de l'Education nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. BERTOUILLE

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 85 — 1734

4 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté ministériel déterminant certaines fonctions dont les titulaires sont exclus du bénéfice de l'interruption de la carrière professionnelle

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu l'arrêté royal du 20 août 1969 portant le statut des agents civils du Service de Sécurité militaire;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères notamment l'article 2, alinéa 1er;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, notamment l'article 5, § 1er, 1^o;

Considérant que pour des raisons inhérentes au fonctionnement continu du service, il s'impose d'exclure les agents civils du Service de Sécurité militaire du bénéfice de l'interruption de la carrière professionnelle; que la mesure concerne l'organisation de la sécurité et de la défense nationale,

Arrête :

Article 1^{er}. Les agents civils du Service de Sécurité militaire sont exclus du bénéfice des dispositions de l'arrêté royal du 3 juillet 1985 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans les administrations et les autres services des ministères.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 22 juillet 1985.

Bruxelles, le 4 septembre 1985.

F. VREVEN

F. 85 — 1735

4 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté ministériel portant désignation du fonctionnaire compétent pour recevoir la prestation de serment des agents du niveau 1

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 47 modifié par l'arrêté royal du 1er mars 1985;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1974 déterminant la structure générale du Ministère de la Défense nationale et celle des forces armées, fixant les attributions de certaines autorités et autorisant le Ministre de la Défense nationale à déléguer une partie de ses pouvoirs,

Arrête :

Article 1^{er}. Le directeur général, chef de l'Administration générale civile, est désigné pour recevoir la prestation de serment des agents du niveau 1.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er août 1985.

Bruxelles, le 4 septembre 1985.

F. VREVEN

Art. 7. Onze Ministers van Onderwijs zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. BERTOUILLE

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 85 — 1734

4 SEPTEMBER 1985. — Ministerieel besluit tot bepaling van sommige ambten waarvan de titularissen van het voordeel van de onderbreking van de beroepsloopbaan worden uitgesloten

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op het koninklijk besluit van 20 augustus 1969 houdende het statuut van de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de ministeries, inzonderheid op artikel 2, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, inzonderheid op artikel 5, § 1, 1^o;

Overwegende dat om redenen die inherent zijn aan de ononderbroken werking van de dienst, het geboden is, de burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid van het voordeel van de onderbreking van de beroepsloopbaan uit te sluiten; dat de maatregel betrekking heeft op de organisatie van 's lands veiligheid en defensie,

Besluit :

Artikel 1. De burgerlijke ambtenaren van de Dienst militaire veiligheid worden uitgesloten van het voordeel van de bepalingen van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in de besturen en de andere diensten van de Ministeries.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 22 juli 1985.

Brussel, 4 september 1985.

F. VREVEN

N. 85 — 1735

4 SEPTEMBER 1985. — Ministerieel besluit tot aanwijzing van de ambtenaar bevoegd om de eed af te nemen van de ambtenaren van niveau 1

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 47 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1974 betreffende de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en deze van de krijgsmacht, vastlegging van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten en machtiging van de Minister van Landsverdediging om een gedeelte van zijn bevoegdheden over te dragen,

Besluit :

Artikel 1. De directeur-generaal, chef van het Burgerlijk Algemeen Bestuur, is aangewezen om de eed van de ambtenaren van niveau 1 af te nemen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1985.

Brussel, 4 september 1985.

F. VREVEN